

Index AI : PRE01/200/2011  
09 April 2011

## **Deux morts sont à déplorer après que l'armée égyptienne a évacué de force les manifestants de la place Tahrir**

Amnesty International a condamné samedi 9 avril le recours excessif à la force employé par l'armée égyptienne : deux manifestants au moins auraient été tués par les soldats qui ont dispersé les personnes rassemblées sur la place Tahrir au Caire.

Selon des témoignages recueillis par Amnesty International, les soldats ont utilisé des bâtons et des matraques électriques, ont tiré en l'air et chargé à bord de véhicules blindés sur les manifestants rassemblés, faisant plusieurs blessés.

Quelque 15 personnes auraient été placées en détention, ainsi que six militaires qui avaient rejoint les contestataires.

« Une nouvelle fois, les autorités égyptiennes n'ont pas respecté le droit de manifester pacifiquement en recourant aux mêmes tactiques de répression que celles de l'ancien gouvernement, a estimé Amnesty International.

« Toutes les personnes appréhendées pour avoir simplement exercé ce droit doivent être libérées immédiatement et les autorités doivent diligenter sans délai une enquête indépendante sur ces événements inquiétants. »

Des milliers de manifestants s'étaient rassemblés place Tahrir après la prière du vendredi, pour réclamer que soient jugés l'ancien président Hosni Moubarak et d'autres fonctionnaires soupçonnés de corruption et d'atteintes aux droits humains.

Selon des témoins, un millier de manifestants se trouvaient encore sur la place vers 2h30 du matin lorsque des membres de l'armée, de la police militaire et des Forces centrales de sécurité ont commencé à les disperser par la force, sans aucun avertissement.

Les forces de l'ordre ont également utilisé des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes.

Les manifestants seraient détenus au camp militaire S-28. On ignore toujours où sont retenus les membres de l'armée.

« L'image que l'armée égyptienne tente de faire passer est en totale contradiction avec les informations selon lesquelles elle torture et maltraite les personnes qu'elle arrête, y compris en faisant subir des " tests de virginité " aux femmes placées en détention, a déploré Amnesty International.

« Les autorités doivent veiller à ce que de tels traitements ne soient plus infligés à aucun détenu. »